



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-60**

**Séance du 25 novembre 2019 à dix-huit heures trente**

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-cinq novembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Hervet, Joly, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber  
Mmes Albiges, Bérard, Bertin, Castillo, Fraisse, Maury, Pervent, Vilaplana

**Absents ayant donné procuration :** Mme Chibani procuration à M. Caizergues, M. Lenoir procuration à M. Petit, Mme Olivier procuration à Mme Albiges

**Absents excusés :** Mme Vella

**Secrétaire de séance :** Mme Irène Vilaplana

**Nombre de membres en exercice :** 22

**Présents :** 18

**Absents :** 1

**Procurations :** 3

**Votants :** 21

**Date de convocation et affichage**

15 novembre 2019

**Objet :** Mise en œuvre de la protection fonctionnelle

Monsieur le maire au regard des textes suivants :

Vu l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la circulaire du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelle des agents publics de l'État ;

Considérant que les membres du Conseil Municipal sont informés qu'un agent de la collectivité, brigadier-chef principal occupant la fonction de chef de poste de la police municipale, est victime des faits répréhensibles suivants « outrage à agent dépositaire de l'autorité publique » et, qu'à ce titre, il a sollicité la protection fonctionnelle.

Considérant que la collectivité publique est tenue de protéger ses agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ont été victimes des éléments suivants :

- les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dont ils peuvent être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer le préjudice susceptible d'en être résulté ;
- les condamnations civiles ou pénales dont ils peuvent faire l'objet en cas de faute de service.

Considérant que cette protection consiste à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent et permettre la réparation de ses préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux.

Considérant qu'au regard des faits existants, l'agent n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à bénéficier de la protection fonctionnelle ;

Considérant qu'une déclaration a été faite auprès de la CFDP, assureur de la collectivité, qui prend en charge cette affaire au titre du contrat « responsabilité civile et protection juridique des agents » ;

Considérant que l'administration doit prévenir les attaques contre ses agents et leur apporter son soutien. Lorsqu'elle a connaissance d'attaques imminentes ou en cours à l'égard d'un agent, elle doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les éviter ou les faire cesser ;

Au vu de ces dispositions, il convient que le conseil municipal délibère pour accepter ou ne pas accepter d'accorder la protection fonctionnelle à l'agent.

Le conseil municipal, après avoir délibéré décide à l'unanimité :

- d'accorder la protection fonctionnelle sollicitée,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- d'autoriser par conséquent, l'autorité territoriale à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette protection.

Ainsi fait et délibéré  
Lavérune le 25 novembre 2019  
Roger CAIZERGUES  
Maire

